

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 50-52 • 17 DÉCEMBRE 2021 • CHF 3.-

La bataille sur les retraites est lancée. Référendum en vue sur AVS 21 page 2



Un rapport exhaustif et mondial sur les inégalités en 2021 est sorti page 5



Le Conseil fédéral bafoue la majorité populaire

Régulièrement on me rappelle que je suis très minoritaire et que notre système démocratique permet une participation populaire et que je dois accepter les règles. Et c'est vrai que j'ai l'habitude, dans ma vie parlementaire, de proposer par motions ou postulats des changements qui sont refusés. Cela ne m'a pas dissuadé et depuis maintenant près de 18 ans, je continue à me battre pour plus de solidarité, plus d'attention à l'autre, pour préserver la biodiversité et lutter au niveau local ou régional contre le réchauffement climatique. Parfois, je vois une petite percée et cela me motive à continuer. Même si souvent franchement je désespère devant l'aveuglement des autorités face aux dérèglements climatiques et les crises humanitaires.

Mais aujourd'hui, ma colère est grande parce que j'estime que le Conseil fédéral bafoue la volonté populaire. Je veux parler de l'ordonnance fédérale qui entrera en vigueur le mois prochain pour l'application du contre-projet à l'initiative pour des multinationales responsables. Cette dernière fut acceptée de justesse par une majorité en votation. Mais elle a échoué à cause du refus d'une majorité des cantons.

La droite et les lobbies des multinationales ont usé de méthodes pas très démocratiques pour défendre leurs privilèges. Ceci en accusant fortement les ONG actives dans l'aide au développement ou les Eglises de se mêler de politique alors que ce ne serait pas leur rôle. Et le Conseil fédéral leur donne aujourd'hui raison. L'ordonnance d'application à ce contre-projet adoptée récemment contient tellement de dérogations que presque toutes les multinationales pourront au final se soustraire aux dispositions prévues par la loi.

Les entreprises seront notamment exemptées d'appliquer la loi si la fabrication finale de leur produit a lieu dans un pays où le risque de travail des enfants est faible. Cela alors qu'il est de notoriété publique que le travail des enfants se situe souvent plus bas dans la chaîne d'approvisionnement, comme le rappelaient encore différentes ONG cette semaine.

L'esprit de l'initiative est totalement bafoué, et l'ordonnance est un pur alibi. Glencore va continuer à extraire du cuivre en RDC en toute tranquillité et sans devoir rendre de compte. Ou Nestlé assécher des nappes phréatiques pour vendre de l'eau en bouteille sans se soucier des dommages environnementaux.

La droite dure a gagné. Pas l'ombre d'une remise en question ni au parlement ni au Conseil fédéral. C'est vraiment ça la démocratie?

Bernard Borel

Résister à l'extrême droite en 2022

PERSPECTIVES • De quoi sera fait 2022? On imagine l'année sans conteste marquée par la lutte contre le Covid-19, dont l'émergence du variant Omicron affole la planète.

Il y a fort à parier que la question climatique, du fait des changements de température et dérèglements globaux continuera à hanter nos jours. Du fait de la conjonction de ces fléaux pandémiques, climatiques et économiques, l'ONU estimait le 2 décembre que près de 280 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire l'année prochaine, soit une personne sur 29 dans le monde.

Comment ça va mal?

«Jamais le nombre de personnes ayant besoin d'aide n'a été aussi élevé», a souligné au cours d'un point de presse à Genève, Martin Griffiths, secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires humanitaires. La question de la levée des droits sur les brevets intellectuelles des vaccins pour permettre la vaccination de tous restera prégnante lors des discussions sur le sujet à l'OMC en mars, mais qu'attendre, en matière de protection du climat, d'une prochaine COP 27 en fin d'année en Egypte, après l'insuccès de celle de Glasgow?

L'altermondialisme en plein reflux, le Forum social mondial (FSM) prévoyant «d'attirer les nouveaux mouvements sociaux qui jouent un rôle central dans la lutte contre le modèle capitaliste, notamment les mouvements de jeunes mobilisés dans la lutte contre les changements climatiques», sera-t-il à la hauteur des défis lors de sa réunion de mai au Mexique? Pour l'heure, la confirmation définitive du rendez-vous mondial se fait encore attendre.

Portugal, en arrière toute?

Ces échéances mondiales n'éclipseront pas certains enjeux nationaux. A commencer par plusieurs scrutins dans différents pays européens. Le 30 janvier, les Portugais.es seront appelés aux urnes pour des élections législatives anticipées, suite à la défection du Bloc de Gauche et du Parti communiste portugais à la politique du premier ministre socialiste, Antonio Costa.

«Si le pays était une voiture, conduite par un PS aux mains libres, seule la marche arrière fonctionnerait! En arrière dans les droits des travailleurs, dans la défense du Service national de santé et des écoles publiques, dans la valorisation des salaires et des pensions, ou dans la garantie du droit au logement», attaque Jeronimo de Sousa, secrétaire général du PCP, alors que l'extrême droite de Chega se profile à 10%, en 3^e force du pays.

Macron II?

Le 10 avril se déroulera le premier tour



Fabien Roussel, du PCF, un des nombreux candidats à gauche pour la présidentielle en France. DR

des présidentielles françaises, avant les législatives de juin. Qui sortira des urnes pour remplacer Emmanuel Macron à la tête de l'Etat français? Du fait du morcellement de la droite et de la gauche, la victoire semble promise au sortant, malgré un bilan très faible, qui a vu émerger durant son quinquennat un mouvement de contestation d'ampleur de sa politique sous la forme des Gilets jaunes. Malgré l'appel des jeunes pour une «primaire populaire» à gauche, afin de désigner le ou la candidate à la présidentielle capable de rassembler pour faire gagner l'écologie, la démocratie et la justice sociale, ce dernier camp multiplie les candidatures au risque avéré de n'avoir aucun.e représentant.e au second tour. Ceci alors que la question du pouvoir d'achat sort en première priorité des Français.es. Existerait-il «un pessimisme stratégique des convictions de gauche?», comme se demande le politologue français Gaël Brustier, auteur de *Recherche le peuple désespérément*. Réponse au printemps.

Colombie en chute libre

Ailleurs dans le monde, des choix clairs guettent quatre importants scrutins. En mars et mai, le peuple colombien est appelé à renouveler son parlement et sa présidence. Le très droitiste Ivan Duque, fils spirituel d'Alvaro Uribe,

mis sous pression durant des manifestations en 2019 et 2020, puis contre les inégalités sociales (2021), l'aggravation de la pauvreté dans le pays et les réformes prévues par le gouvernement concernant les politiques de santé et d'éducation, est contesté. Face à son successeur potentiel, Oscar Ivan Zuloaga, la gauche a une carte à jouer, l'Union patriotique présentant dans la course l'économiste Gustavo Petro et le Pôle démocratique, l'avocate Francia Marquez.

Aux Philippines, qui remplacera en mai le président de la République, Rodrigo Duterte, dont la guerre à mort contre la drogue a conduit à près de 7000 exécutions extra-judiciaires de trafiquants? Sa fille pourrait lui succéder. Mais la gauche, réunie dans la coalition patriotique du peuple (Makabayang) soutiendrait l'avocate, militante des droits humains et vice-présidente du pays, Léní Robredo.

Plus tard, en octobre, les élections présidentielles, législatives et sénatoriales au Brésil devraient mettre un terme à la présidence de Jair Bolsonaro. Dégagé de toute accusation, le représentant du Parti des travailleurs, Lula da Silva, 76 ans, ancien président de 2003 à 2011, est dans la course avec de fortes chances de remporter la mise.

Aux Etats-Unis, le 8 novembre,

auront lieu les élections de mi-mandat, des législatives et sénatoriales. La majorité de 221 sièges des Démocrates sera-t-elle accrue face aux Républicains, tel sera le grand enjeu, où planera l'ombre de Donald Trump. Celui-ci soutiendra les responsables des élections dans plusieurs Etats ayant remis en question le résultat de l'élection de 2020.

Pendant ce temps, en Helvétie...

En Suisse, un an avant les élections fédérales de 2023, les rapports de force entre partis pourront s'analyser au fil des votations. Et ce dès le 13 février, quand le peuple s'exprimera sur quatre sujets. Ainsi le référendum sur la suppression des droits de timbre. Unanimes, la gauche et les Vert.es s'opposent à ce nouveau cadeau fiscal aux plus fortunés, soutenu par l'ensemble de la droite. Durant l'année, le peuple pourrait aussi se prononcer sur l'initiative d'allègement des primes, qui exige qu'un maximum de 10% du revenu soit consacré aux primes d'assurance-maladie.

En matière climatique, l'importante initiative «Pour un climat sain» – initiative sur les glaciers demandant de sortir des énergies fossiles au plus tard en 2050 – pourrait aussi être une votation clivante. Tout comme l'initiative «Contre le bétonnage de notre paysage», qui veut mettre un terme au «bétonnage croissant de nos terres cultivées et pose des limites claires au boom de la construction hors zones à bâtir». Soutenue par l'ATE, Pro Natura ou l'Initiative des Alpes, elle entend lutter contre le mitage hors des zones à bâtir et la prolifération du construit.

Renouvellement cantonal

D'importantes élections auront lieu dans le Canton de Vaud. Depuis vingt ans, la majorité du Conseil d'Etat est à gauche, les partis au pouvoir veulent bétonner le statu quo. Mais la gauche combative entend chambouler la donne, le POP présentant le 20 mars deux candidat.es, avec les député.es Céline Misiégo et Vincent Keller, alors qu'Ensemble à Gauche en lance cinq.

Sera-t-il possible de renverser la majorité de droite au Grand Conseil? 150 député.es sont à élire. Pas d'élections dans les cantons de Genève, Neuchâtel et Valais, mais des élections communales dans le Jura en octobre. Avant cette échéance, les Jurassiens auront l'occasion de se prononcer en février sur une initiative populaire cantonale «Partis politique: place à la transparence!», combattue par un contre-projet du Parlement. ■

Joël Depommier

La bataille des retraites est lancée

SUISSE • Le parlement a bouclé cette semaine deux réformes concernant les retraites, AVS 21 et LPP 21. Les syndicats et la gauche ont annoncé qu'ils lanceront un référendum contre la première.

Ce mercredi 15 décembre, le Conseil national s'est aligné sur le Conseil d'Etat concernant la quasi-totalité des points de la réforme AVS 21, ce qui a ouvert grand les portes de son acceptation finale. Cette dernière prévoit la hausse de l'âge de départ à la retraite des femmes de 64 à 65 ans et une hausse de 0,4% de la TVA pour financer le 1^{er} pilier. En parallèle, était traité le cas de la baisse du taux de conversion du 2^e pilier dans le cadre de la réforme LPP 21. Ces deux aspects de la question des retraites ont été séparés afin d'esquiver un refus en bloc, comme ce fut le cas en 2017 avec le non à PV 2020.

Apport de la BNS

Des désaccords ont émergé entre les chambres, notamment sur la proposition d'affecter les bénéfices issus de taux d'intérêt négatifs pratiqués par la Banque nationale suisse (BNS) à l'AVS. Alors que le National a voté en faveur, le Conseil des Etats l'a balayé. Le Conseil national a ainsi relevé qu'une partie des bénéfices de la BNS se faisait sur le dos des caisses de pensions, obligées de déposer au moins une partie de leurs fonds dans des placements sûrs tels que les obligations, qui rapportent ainsi moins aux assurés. Le Conseil des Etats a répliqué en indiquant que ces bénéfices sont déjà redistribués en partie aux cantons.

La BNS, qui réalise des bénéfices record depuis plusieurs années, pratique des taux d'intérêt négatifs depuis 2008, pour lutter contre les effets de la crise économique. Le fait que le franc soit devenu une valeur refuge avec cette crise a prolongé cette politique, qui ne risque pas de changer de sitôt. La question de la participation de la BNS à l'AVS a finalement été refusée par le Conseil national mercredi.

Influence des lobbies

Les parlementaires devront également traiter jusqu'au vendredi 17 décembre le projet LPP 21 de révision du deuxième pilier. Si celui-ci prévoit d'abaisser le taux de conversion de 6,8% à 6%, il doit garantir en même temps le niveau de la rente dans la



Le 18 septembre, près de 10'000 manifestant.es s'étaient réuni.es à Berne pour s'opposer à une mauvaise révision de l'AVS.

Jeunes POP Suisse

partie obligatoire de la LPP et améliorer la couverture des rentes (de l'ordre de 100 à 200 francs par mois) pour les personnes à faibles revenus et celles travaillant à temps partiel. Cependant, alors qu'un compromis avait été trouvé quant aux détails de ce deuxième aspect entre les grands syndicats et les associations patronales, le Conseil national a retenu des modifications apportées par la commission en charge du dossier par des parlementaires de droite et du centre qui visent à péjorer cet aspect de financement selon le principe de solidarité.

Comme l'a révélé la *Wochezeitung* le 2 décembre dernier, cette volte-face est à mettre sur le compte de l'intense travail de lobbying qu'ont effectué des mois durant des faitières de d'assureurs et Economie-suisse via leurs «pantins» au sein du parlement. L'UDC bâlois Thomas de Courten, membre du conseil d'administration d'une grande caisse de pension (Agsa), s'est ainsi fait l'architecte du détricotage du compromis

entre syndicats et patronat au sein de la commission.

Les enjeux sont en effet importants pour la classe aisée de notre pays. Environ 1500 caisses se disputent la gestion d'environ 1000 milliards de francs d'avoirs de rentes. Selon les chiffres de la Confédération, le secteur financier gagne 5,6 milliards de francs grâce à la gestion des pensions. Et ce chiffre augmente chaque année.

Par ailleurs, la commission avait également repris la proposition éma-

nant de l'UDC Thomas Aeschi, qui siège au conseil d'administration d'une banque privée, d'augmenter le montant des déductions d'impôt pour le 3^e pilier, alors que seuls 10 à 15% des personnes imposables peuvent se permettre de verser le montant maximum annuel autorisé pour le 3^e pilier, soit 6'500 francs actuellement. Cet aspect de la loi n'est cependant pas passé grâce à l'opposition du centre. Il n'aurait fait qu'augmenter la somme de 130 milliards de francs

déjà gérés en 3^e pilier par les banques et assurances suisses.

Tirs croisés

L'USS a annoncé qu'elle lancera un référendum pour s'opposer à AVS 21 et combattre ainsi la hausse de l'âge de départ à la retraite des femmes que cette réforme inclut. Concernant la LPP 21, la centrale syndicale n'écartera pas l'option d'un deuxième référendum si la droite et le centre refusent le compromis. Le sujet des retraites se trouvera ainsi au centre d'un tir croisé. L'initiative en faveur d'une 13^e rente ayant abouti en mai 2021, le peuple votera dessus. En face, la droite a lancé une initiative des «générations» et les Jeunes PLR un texte «Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne», qui, toutes deux, veulent aligner l'âge de départ à la retraite sur l'espérance de vie, après une première hausse à 66 ans en ce qui concerne le projet des Jeunes PLR.

La droite et les milieux patronaux ont adopté une stratégie claire: saboter tous les mécanismes de répartition par solidarité pour favoriser le transfert de cotisations vers les caisses de pension, afin d'y réaliser des bénéfices. En face, la gauche et les syndicats ont vu leurs tentatives de compromis balayées sous l'influence des lobbies, mais elles comptent sur un refus de ces réformes par le peuple comme pour Prévoyance vieillesse 2020 en 2017. Alors que la question des retraites est le troisième sujet qui préoccupe davantage les habitants du pays, selon une étude du Crédit Suisse, après la crise sanitaire et le réchauffement, la bataille s'annonce déjà enflammée. ■

Paris Kyritsis

Déréglementation supplémentaire de la finance

Ne tirant aucune leçon de la crise financière de 2008, le Parlement a voté mardi en faveur d'une nouvelle déréglementation du secteur financier. Les caisses de pensions, les assurances et les investisseurs professionnels devraient pouvoir souscrire à un nouveau type de fonds de placement, ne requérant aucune autorisation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Souscrivant à l'argument selon lequel cela renforcerait l'attractivité du marché suisse et le rapatriement de telles activités délocalisées, les

parlementaires de droite et du centre ont soutenu un projet qui accroît l'opacité du secteur financier.

Il sera donc possible de créer sans autorisation aucune des nouveaux fonds du type «Limited Qualified Investor Fund» (L-QIF). Or, actuellement, tous les placements collectifs suisses sont soumis à approbation ou autorisation. Un tel type de fonds existe par exemple au Luxembourg, qui figure en bonne place sur la liste internationale des paradis fiscaux. PKs

Nouveau projet de loi anti-mendicité

GENÈVE • Le Grand Conseil a décidé une nouvelle fois d'amender les mendiant.es dans les rues du canton.

En janvier 2021, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait retoqué l'interdiction générale de mendicité en vigueur à Genève. Celle-ci était disproportionnée et violait la Convention européenne des droits de l'homme, notamment le droit à la vie privée (article 8 de la convention). La Cour avait aussi jugé que la condamnation au paiement d'une amende de 500 francs suisses et la peine de prison de substitution de cinq jours pour non-paiement étaient disproportionnées. Qu'à cela ne tienne, le PLR a déposé en mars dernier un nouveau projet de loi anti-mendicité, restreignant sa pratique dans de multiples zones. Ces dernières vont des lieux ayant une vocation commerciale ou touristique prioritaire à l'abord d'un bâtiment administratif, en passant par les transports publics, la gare ou l'aéroport. «En matière de mendicité, ce qui dérange la droite c'est d'abord et avant tout l'insupportable trouble à l'ordre public que causent les pauvres qui auraient, de par leur détresse, le culot d'importuner les citoyen.nes», relève le PS, qui le 10 décembre s'est opposé au nouveau texte, avec l'en-

semble des forces de l'Alternative. Un projet de loi déposé par le groupe Ensemble à gauche en janvier demandait a contrario la suppression pure et simple de l'article 11 de la Loi pénale, ainsi que l'amnistie des victimes de cette disposition. Mais la droite a refusé l'entrée en matière en plénière, après l'avoir rejetée en commission. «Cette session du Grand Conseil laissera définitivement un goût très amer. Alors que la majorité de droite a refusé... sans états d'âme, d'entrer en matière sur le projet de budget du Conseil d'Etat, privant de ce fait la population de prestations essentielles en cette période de crise, voilà qu'elle redouble de cynisme en entérinant aujourd'hui le vote d'un véritable «projet de loi de la honte»», a commenté le PS. L'association Meserom et l'avocate Dina Bazarbachi, qui avaient déposé le recours à Strasbourg, préviennent déjà qu'elles soumettront le texte à un contrôle abstrait de conformité au droit supérieur (Constitution Suisse et Convention européenne de droits de l'homme), avec de fortes chances qu'il soit lui aussi retoqué. ■

JDr

Le SSP veut le maintien d'un enseignement présentiel dans les Hautes Ecoles

Les étudiant.es terminant leur première formation universitaire (bachelor) cette année n'ont connu qu'un seul semestre normal d'enseignement depuis le début de leurs études (en automne 2019), et la perspective d'une nouvelle fermeture des campus pour la fin du semestre d'automne 2021 et/ou le semestre de printemps 2022 signifie que des milliers d'étudiant.es obtiendront un diplôme de bachelor en n'ayant fréquenté les établissements de formation que de loin en loin ces trois dernières années et dans des conditions d'études très dégradées», assure le syndicat SSP-Hautes Ecoles, qui demande au Conseil fédéral de renoncer à un retour à l'enseignement à distance dans les universités et HES. Pour l'heure, les Cantons sont aussi favorables à un enseignement «en présentiel».

Le SSP rappelle que des mesures ont été renforcées dans le cycle supérieur.

Ainsi, les cours magistraux sont largement diffusés simultanément en présentiel et en ligne, à destination des étudiant.es en quarantaine ou ayant des symptômes, les masques sont obligatoires dans les espaces intérieurs, les espaces repas ont été aménagés pour le maintien de la distance, les événements festifs sont supprimés.

Tout en réitérant son refus d'un enseignement à distance, le SSP demande aussi de permettre l'organisation des sessions d'examen de janvier ou février en présentiel, dans le respect des règles sanitaires en vigueur. Et de renforcer les protocoles sanitaires pour la rentrée de février 2022 si les circonstances l'exigent à ce moment-là (contrôles renforcés dans les établissements, extension du certificat aux enseignant.es, etc.). ■

Réd.

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Valérie Pécresse, future présidente?

Il est pourtant loin, le temps des pionnières élues à la tête d'un Etat: Indira Gandhi fut Première ministre de l'Inde de 1966 à 1977 puis de 1980 à son assassinat en 1984. Golda Meir fut Première ministre d'Israël du 17.3.1969 au 11.4.74. Margaret Thatcher fut Première ministre du Royaume-Uni du 4.5.1979 au 28.11.1990. Dans le monde masculin de la politique, elles apparaissaient comme des incongruités.

Et aujourd'hui, le monde a-t-il réellement changé? Les femmes ne sont que 20 cheffes d'Etat sur 197 pays, ce qui représente environ 10%. Elles étaient 21 avec Angela Merkel, qui vient de céder la place à Olaf Scholz. C'est peu, trop peu. La Nouvelle-Zélande, premier pays au monde à avoir accordé aux femmes le droit de vote en 1893 et de se présenter à des élections en 1919, ainsi que la Finlande, premier pays européen à avoir accordé aux femmes le droit de vote et de se présenter à des élections en 1906, sont tous les deux dirigés par une femme. 10 femmes dirigent des pays européens, 4 sont à la tête de pays asiatiques. Les 6 autres sont équitablement réparties: 2 en Afrique, 2 dans les Caraïbes et 2 en Océanie.

La France, pourtant patrie des droits humains, semble incapable d'élire une femme à sa tête. Je me souviens avec tendresse de la première à se lancer dans la course présidentielle: Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière, candidate à 6 reprises (1974, 81, 88, 95, 2002, 07) et de son «Travailleuses, travailleurs» lancé au début de chacune de ses interventions. Elle n'avait aucune chance, certes (son score oscillait autour de 2%), mais sa seule présence avait quelque chose de rassurant. En 1995, quand elle obtint 5,3% des voix, ce fut une heureuse surprise et un soulagement pour les finances de son petit parti, puisque les frais de campagne sont remboursés dès que le score d'un.e candidat.e atteint les 5%.

En 2011, Ségolène Royal fut choisie «dans la douleur» comme candidate du PS, au détriment de Dominique Strauss-Kahn, Laurent Fabius, François Hollande. Je pense qu'elle avait des chances de devenir la première femme présidente française. Mais elle a été boycottée par les «éléphants» du parti, qui, vexés qu'une femme leur ait passé devant, non seulement ne la soutenaient pas, mais chahutaient et se moquaient d'elle lors de ses meetings... Et c'est Nicolas Sarkozy qui fut élu.

Depuis le début de la 5^e République en 1966 et les premières élections présidentielles, les femmes ne furent que 12 candidates contre 58 candidats. Et seulement 2 à parvenir au 2^e tour: Ségolène Royal en 2007, et Marine Le Pen en 2017. Pourtant, la loi du 6.6.2000 impose la parité dans les scrutins à liste.

Plus on monte dans les sphères politiques et de pouvoir, plus le nombre de femmes diminue. La fonction de président.e de la République a été conçue par et pour les hommes, et taillée sur mesure pour le général de Gaulle, un militaire à la figure protectrice, père de la patrie, ce qui rend particulièrement difficile, pour une femme, de l'incarner. 3 femmes la briguent pour 2022 (si l'on excepte les petits partis): Marine Le Pen pour le Rassemblement national (elle fut déjà candidate en 2012 et en 2017), Anne Hidalgo pour le PS, Valérie Pécresse pour Les Républicains.

Pauvre Anne Hidalgo! A cause de ses attermolements et de la conjoncture, elle n'est pas sûre de récolter 5% des voix, ce qui signifierait un trou financier pour le PS qui pourrait lui être fatal. Or ce parti, jusqu'en 2012, représentait environ un quart de l'électorat français.

Marine Le Pen est talonnée par Eric Zemmour, tous deux obtiennent environ 15% des suffrages.

Valérie Anne Emilie Roux est née en 1967, le 14 juillet (une date qui la prédestinait à la politique) à Neuilly-sur-Seine. Elle est la fille de Dominique Roux, universitaire et dirigeant d'entreprise, et de Catherine Bertagna. Son grand-père maternel, Louis Bertagna, psychiatre, catholique et résistant, hébergea le journal *Témoignage chrétien*, paru clandestinement pendant l'Occupation, et soigna plus tard l'anorexie de Laurence, fille de Jacques Chirac. C'est une surdouée: à 15 ans, elle apprend le russe à Yalta, dans un camp d'été des jeunes communistes, elle obtient son baccalauréat à 16 ans, étudie le japonais, qu'elle perfectionne à Tokyo en vendant des caméscopes et des liqueurs, fait HEC puis l'ENA, dont elle sort 2^e. Elle épouse le 6 août 1994 Jérôme Pécresse, président d'Alstom. Ils ont trois enfants. Maître des requêtes au Conseil d'Etat de 1992 à 2015, elle est conseillère de Jacques Chirac et enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris pendant 6 ans. En 2002, elle est élue députée dans la 2^e circonscription des Yvelines. Elle est ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de 2007 à 2011 dans le gouvernement Fillon sous la présidence de Sarkozy, elle y mène la réforme de l'autonomie des universités. Elle est ensuite ministre du Budget et porte-parole du 3^e gouvernement Fillon, de 2011 à 2012. On la dit méthodique. En décembre 2015, elle est élue présidente du Conseil régional d'Île-de-France, succédant au socialiste Jean-Paul Huchon. En juin 2019, elle démissionne du parti LR, «cadenassé de l'intérieur, dans son organisation mais aussi dans ses idées», elle plaide pour un élargissement du socle électoral aux libéraux et aux centristes, séduits par les sirènes macronistes. Le 4 décembre 2021, elle remporte la primaire interne LR avec 61% des voix, devançant Eric Ciotti.

Selon un récent sondage, elle serait à 20% des intentions de vote au 1^{er} tour et gagnante face à Emmanuel Macron au 2^e tour, à 52%-48%... Pour Macron, elle représente sans doute une candidate bien plus dangereuse que Marine Le Pen, qui trébucha lamentablement sur les questions économiques lors du débat entre les deux tours de 2017.

Deviendra-t-elle la première femme à présider la France? Elle en a certes les capacités, mais elle est poussée vers l'extrême droite par les coups de boutoir non seulement d'Eric Zemmour, mais aussi de son colistier Eric Ciotti, sorti 2^e, qui ne lâchera pas le morceau. En plus, elle a une image restrictive et discutabile de la France, qu'elle résume par le foie gras, le sapin de Noël, miss France et le tour de France (12.12). J'aurais dit «son histoire, les monuments, les paysages, la culture, l'art de vivre», mais je ne suis ni Française ni candidate à la présidentielle!

Huguette Junod

Recrudescence d'intoxications au GHB

NEUCHÂTEL • L'inquiétude monte quant aux cas d'intoxications au GHB dans des boîtes de nuit du canton.

Cinq plaintes pénales ont été déposées, et deux groupes parlementaires ont interpellé le Conseil d'Etat pour tenter de contrecarrer cette situation. Depuis novembre, un nouveau rituel hebdomadaire fait son apparition sur mes réseaux sociaux le dimanche: des amies et connaissances annoncent s'être fait droguer au GHB pendant le week-end. Elles en parlent pour prévenir et appeler à la prudence, le tout mêlé à un sentiment d'impuissance face à un phénomène qui semble incontrôlable – y compris pour la police et les autorités.

Preuves difficiles à rassembler

La drogue du violeur est le plus souvent insérée dans les verres laissés sans surveillance, mais d'autres biais semblent faire leur apparition comme des piques presque imperceptibles et très difficilement traçables. Le GHB a d'abord des effets ressemblant à ceux de l'alcool: forte ébriété suivie d'une importante fatigue, qui laisse la personne consciente, mais passive et incapable de se défendre. La personne n'aura pas de souvenirs de la période sous drogue à son réveil. Celle-ci est de plus difficile à tracer car rapidement évacuée par le corps. A moins de faire un test dans les heures qui suivent la prise, prouver les faits est impossible.

Si le phénomène existe depuis longtemps, une vague d'intoxication a donc lieu en ce moment et crée un climat de peur constante, particulièrement pour les femmes. Mais les victimes commencent à prendre la parole, et à dénoncer pénalement leurs agressions afin que celles-ci aient de véritables conséquences.

Les groupes VertsPOP et UDC sont également intervenus au Grand conseil afin de remédier à cette situation, bien



Collage sur la passerelle au-dessus de la gare de Neuchâtel.

DR

que les stratégies ne soient (évidemment) pas les mêmes. Alors que l'UDC souhaite punir davantage les trafiquants, le groupe VertsPOP demande des mesures de prévention telles qu'une «campagne d'affichage dans les lieux concernés, la formation du personnel des établissements de nuit ou encore l'instauration de protections réutilisables pour les verres» comme l'annonce Cloé Dutoit (Les Verts) à la RTS.

Attaques machistes?

Ces dernières années, les combats sociaux et notamment féministes prennent de l'ampleur et la parole se libère. Les repères changent, et certains ont le sentiment «qu'ils ne peuvent plus rien dire ni faire». Est-ce une motivation pour les agresseurs? Est-ce qu'empêcher une personne d'agir de son plein gré, la laisser à la merci des agressions sans aucune conséquence, ne leur donnerait pas ce sentiment de toute-puissance qu'ils auraient «perdu»?

Une fois de plus, nous devons faire face ensemble à un système dysfonctionnel. Un système qui met en danger sa population en inculquant les iniquités de

genres, en nous faisant croire que l'on est soit chasseur, soit proie. Cette politique tue, littéralement. Nous avons besoin d'un système qui fait de l'équité de genres et du respect de tout un chacun une priorité, que ce soit au travail, dans nos vies privées, dans la rue, ou lors de nos sorties. Il est temps de construire une société où des insécurités aussi flagrantes et dangereuses n'ont plus leur place. ■

Léa Aligizakis

Trois conseils

- 1) Garder son verre dans la main en tout temps, et mettre une protection sur le verre lorsqu'on ne boit pas.
- 2) Etre attentif et attentive aux personnes qui nous accompagnent, pour s'assurer qu'elles se sentent bien.
- 3) En présence de symptômes comme une ivresse importante et une fatigue soudaine, prévenir le personnel de l'établissement, rester avec la victime et appeler une ambulance.

Pour végétaliser le Mont-sur-Lausanne

De mémoire de Montain.es, les habitants du Mont-sur-Lausanne (VD) n'ont jamais eu à se prononcer sur une initiative communale. Cela pourrait changer. Un comité, composé de représentant.es des associations du collectif des Grands-parents pour le climat, soutenu par le mouvement politique Le Mont citoyen, qui compte 22 élu.es au Conseil Communal et un Municipal, Philippe Somsy, et l'association Mont Avenir vont lancer deux initiatives communales. La première – «Des arbres pour la commune!» – demande que la municipalité se dote d'une stratégie ambitieuse et volontaire d'arborisation du territoire communal et de protection des arbres. Celle-ci devra augmenter de manière significative sa couverture arborisée par rapport à la situation actuelle d'ici l'horizon 2040, puis 2050. «La forte urbanisation de la commune du Mont-sur-Lausanne, entamée il y a quelques années et appelée à se poursuivre, fait craindre une perte importante d'arborisation sur le territoire

communal», précisent les initiant.es. Le deuxième texte intitulé «Sauvons le Vallon de la Valleyre!» demande que le périmètre du plan de quartier Valleyre, approuvé par le Conseil communal en 2006, soit classé en zone inconstructible et fasse l'objet d'une planification tendant à sa préservation sous forme d'espace de délaissement et de préservation de la nature. «Outre la biodiversité du lieu dont les riverains peuvent attester (présence de salamandres, de truites, de cervidés, etc.), l'intérêt écologique du site, à proximité d'un corridor faunistique d'importance régionale, est dorénavant parfaitement documenté», explique le comité. «Nos initiatives visent toutes deux à préserver une partie des richesses naturelles du Mont-sur-Lausanne, village devenu ville en l'espace de quelques années», conclut le comité, qui doit recueillir 720 signatures dans les trois mois. ■

JDr

Plus d'informations sur www.sauverlavalleire.com

Mobilisation contre la suppression de la prime gériatrie à Genève

L'annonce de Mauro Poggia de vouloir supprimer progressivement la «prime gériatrie» – bonus de 400 à 600 francs mensuels instauré il y a plus de trente ans – pour le personnel des HUG fait gronder la colère. Cette coupe toucherait les nouveaux engagé.es aux HUG.

Face à cette péjoration, une trentaine de soignant.es de l'Hôpital de Bellerive ont manifesté le 7 décembre devant le site, demandant des effectifs en suffisance pour assurer des soins de qualité à la population et préserver la santé des

soignant.es. «Plannings tardifs et modifiés au jour le jour, sans même le plus souvent demander l'accord du personnel, absences insuffisamment remplacées aggravant encore le sous-effectif «courant», pressions au quotidien: c'est tout un cadre de travail délétère que le personnel soignant doit supporter au jour le jour, en faisant tout son possible pour ne pas le répercuter sur les patient.es», assure David Andenmatten, secrétaire syndical d'Avenir Syndical. Les manifestant.es de Bellerive ont aussi exigé l'octroi de la prime gériatrie pour

tout.es les employé.es travaillant en milieu gériatrique dans le secteur public et subventionné. Rappelons que les infirmier.ères et aide-soignant.es de la clinique de Joli-Mont, de la Maison de Vessy ou encore de la maison de retraite du Petit-Saconnex (MPRS) sont plusieurs fois descendu.es dans la rue ces derniers mois pour réclamer l'équité des traitements et une prime gériatrie.

Une prochaine mobilisation est d'ores et déjà prévue à l'hôpital de Loëx, assure Avenir syndical ■

Réd.

Le Parti suisse du Travail – POP / PdAS souhaite à ses militantes et militants, sympathisantes et sympathisants, ainsi qu'aux lectrices et lecteurs de GaucheBdo une très belle année 2022, pleine de succès



Le **POP jurassien** souhaite à chacun.e de ses membres et sympathisant.e.s une année 2022 aussi agréable et enrichissante que possible



«*Ceux qui luttent peuvent perdre, mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu.*» Bertolt Brecht

Le Parti du Travail souhaite à toutes et tous des joyeuses fêtes de fin d'année et plein succès pour les luttes qui nous attendent en 2022

Parti du Travail – Section de Genève



Le **comité cantonal du POP neuchâtelois** vous souhaite une très belle année 2022 et vous donne rendez-vous l'année prochaine pour la continuation des luttes en faveur d'un monde meilleur



Le POP & Gauche en mouvement vaudois souhaite une excellente année 2022 aux lecteurs et lectrices de GaucheBdo et à toute l'équipe qui œuvre pour vous fournir, semaine après semaine, une information de qualité, des articles diversifiés et une parole indépendante. Nous avons besoin de ce traitement de l'info que vous ne trouverez nulle part ailleurs. Vive la presse libre et indépendante!



Les militant.e.s du **POP du Val-de-Travers** vous souhaitent une année 2022 de lutte et d'engagement pour une société nouvelle, de respect, d'entraide et d'ouverture



La **Section Cité du Parti du Travail** présente ses meilleurs vœux à tous ses membres, sympathisants et amis

La **section Carouge du PdT**

vous présente ses meilleurs vœux pour 2022

La **Section Neuchâtel et Littoral du POP** présente ses vœux pour une année 2022 combative et solidaire

Le **POP Valais** présente ses meilleurs vœux pour l'année 2022 à tous ses membres, sympathisants et amis



Marianne Huguenin vous souhaite des Fêtes joyeuses et solidaires

Le **POP du Chablais** et le Docteur **Bernard Borel** souhaitent à toutes et tous une année 2022 combative, animée par la conviction qu'un «*autre monde est possible*»



Les conseillers généraux du POP du Locle souhaitent une bonne année à la population

Au nom de la **section du POP du Locle** nous souhaitons à toutes les lectrices et tous les lecteurs une bonne année 2022.

Après cette année 2021, nous espérons que l'année à venir saura répondre aux attentes des plus pauvres de notre pays. Plus que jamais, le capitalisme nous montre ses incohérences et ses dérives inhérentes à lui-même.

Nous voulons encore souhaiter nos meilleurs vœux à toutes et tous les camarades qui œuvrent directement et indirectement pour que cette fin d'année soit une fête pour toutes et tous et pas seulement pour quelques-uns

La **Fourmi Rouge** section renanaise du POP & Gauche en mouvement



adresse à tou.te.s ses sympathisant.e.s et aux lectrices et lecteurs de GaucheBdo ses meilleurs vœux pour une année 2022 pleine de santé et d'avancées sociales

Les quatre élu.e.s municipaux de Causes Communes,

Karine Clerc (POP, Renens), **Didier Divorner** (POP, Renens), **David Payot** (POP, Lausanne) et **Philippe Somsy** (Le Mont citoyen, Le Mont s/Lausanne)

vous souhaitent

de joyeuses fêtes de fin d'année.

En 2022, on continuera de s'engager avec vous, parce que cela nous rend Heureux.euses

Denis de la Reussille, Conseiller national du POP/PST et Conseiller Communal de la Ville du Locle, vous présente ses vœux pour la nouvelle année

Merci à tous et toutes pour votre fidélité à GaucheBdo, **BONNE ANNÉE 2022** et bon vent à notre nouveau mensuel! **Pierre Jeanneret**



AVIVO Lausanne

Place Chauderon 3
1003 Lausanne

Administration – tél. 021 312 06 54
Service social – tél. 021 312 04 52
www.avivo-lausanne.ch

L'**AVIVO Lausanne** souhaite aux lecteurs et lectrices de «GaucheBdo» une belle nouvelle année, en espérant que 2022 soit moins chaotique que 2021. Prenez soin de vous!

L'**AVIVO** défend les intérêts des retraités, organise des loisirs et met à disposition de ses membres un service social. Rejoignez-la!

Le monde que nous ne voulons pas

INÉGALITÉS

Les 10% les plus riches possèdent 76% de la richesse mondiale. La moitié la plus pauvre de la population mondiale ne possède que 2% de la richesse totale. Or la volonté politique des Etats fait défaut pour relever des défis cruciaux pour l'avenir de l'humanité.

Quelques-uns en ont toujours plus. La majorité a de moins en moins de moyens. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un phénomène nouveau, les inégalités dans le monde ne cessent d'augmenter et invitent à des bouleversements sociaux. Sur les 7,8 milliards de personnes qui peuplent actuellement la planète, seuls 9 mégariches possèdent une fortune individuelle de plus de 100 milliards de dollars, ce qui représente un total combiné de 1320 milliards. 62 autres millions d'individus sont «millionnaires», c'est-à-dire qu'ils disposent d'une fortune de plus d'un million de dollars.

Pandémie et fracture sociale

Une centaine de chercheurs du monde entier, coordonnés par quatre poids lourds de la macro-analyse¹ –Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman– ont croqué données, statistiques et analyses pour produire le *Rapport mondial sur les inégalités 2022*, publié le mardi 7 décembre.²

La pandémie a joué et continue de jouer le rôle de déclencheur des distances sociales. Plus de 18 mois après l'arrivée du Covid-19, le monde est plus polarisé que jamais en termes d'inégalités de richesse, a déclaré Lucas Chancel, codirecteur du Global Inequality Lab de la Paris School of Economics et coordinateur du rapport. Alors que la richesse des milliardaires a augmenté de plus de 3600 milliards d'euros, 100 millions de personnes supplémentaires ont été poussées dans l'extrême pauvreté par la crise sanitaire actuelle.

L'information ouverte

Ces chercheurs fondent la motivation de leur travail sur un nouveau paradigme interprétatif: l'information sur les inégalités, ouverte au public, transparente et fiable, est un bien public mondial.

Les promoteurs de cette recherche soulignent une réalité incontournable: «nous vivons dans un monde où les données abondent, mais les informations de base sur les inégalités font défaut.» Un exemple de ce paradoxe est le fait que, bien que les gouvernements publient des chiffres annuels sur la croissance économique, leurs rapports ne détaillent généralement pas la manière dont cette croissance est répartie au sein de la population. En d'autres termes, ils n'expliquent pas qui gagne et qui perd dans ce jeu. Et les rédacteurs du rapport¹ définissent un concept de référence de leur travail scientifique: «l'accès à ces données est fondamental pour promouvoir la démocratie».

Toujours plus inégalitaire

Les 10% les plus riches de la population mondiale reçoivent désormais 52% du revenu mondial, tandis que la moitié la plus pauvre n'en reçoit que 8,5%. Si l'écart de revenus est choquant, les inégalités de richesse au niveau mondial sont encore plus prononcées. Par exemple, la moitié la plus pauvre de la population mondiale ne possède que 2% de la richesse planétaire. L'autre côté de la même médaille: les 10% les plus riches pos-



Les disparités économiques comme les dénonçait le mouvement Occupy Wall Street sont loin d'avoir régressé.

The Whistling Monkey

sèdent 76% de toutes les richesses.

Les inégalités varient considérablement entre la région la plus égalitaire (Europe) et la plus inégalitaire (Moyen-Orient et Afrique du Nord). En Europe, les 10% les plus riches s'approprient 36% des revenus, tandis que dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ce chiffre atteint 58%.

Ce qui est également évident, selon ce rapport, c'est que les inégalités de revenu et de richesse se sont accrues presque partout depuis les années 1980, à la suite d'une série de programmes de déréglementation et de libéralisation –les ajustements néolibéraux– que différents pays ont adoptés sous diverses formes.

Cette augmentation n'a pas été uniforme: dans certains pays (notamment les Etats-Unis, la Russie et l'Inde), l'inégalité a augmenté de façon spectaculaire, tandis que dans d'autres (en Europe et en Chine), elle a augmenté relativement moins. Ces différences, selon les auteurs du rapport, confirment que l'inégalité n'est pas une fatalité, mais le produit d'un choix politique, une conséquence du modèle appliqué.

D'autre part, et d'un point de vue historique, «les inégalités mondiales contemporaines se rapprochent des niveaux du début du XX^e siècle, à l'apogée de l'impérialisme occidental», affirme l'étude coordonnée par le jeune économiste français Lucas Chancel. En fait, la part du revenu aujourd'hui captée par la moitié la plus pauvre de la population mondiale représente environ la moitié de ce qu'elle était en 1820, avant la grande divergence entre les pays occidentaux et leurs colonies. En d'autres termes, écrivent les chercheurs, «il reste un long chemin à

parcourir pour corriger les inégalités économiques mondiales héritées de l'organisation très inégale de la production mondiale entre le milieu du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle.»

«Privatisation» des richesses

Un autre résultat probant du *Rapport 2022 sur les inégalités dans le monde* est qu'au cours des 40 dernières années, les nations se sont enrichies, tandis que les gouvernements se sont appauvris. Pour comprendre ce paradoxe, il est essentiel d'évaluer l'écart entre la richesse nette des gouvernements et celle du secteur privé.

La part de la richesse détenue par les acteurs publics est proche de zéro ou négative dans les pays riches, ce qui signifie que toute la richesse est entre les mains de particuliers. Cette tendance a été amplifiée par la crise du Covid-19, au cours de laquelle les gouvernements ont emprunté, essentiellement au secteur privé, l'équivalent de 10 à 20% du produit intérieur brut. La faible richesse actuelle des gouvernements a des conséquences importantes sur les capacités des Etats à lutter contre les inégalités à l'avenir et le changement climatique.

Inégalité écologique

Selon les économistes, les inégalités mondiales en matière de revenus et de richesse sont étroitement liées aux inégalités écologiques. En moyenne, les humains émettent 6,6 tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) par habitant et par an. Cependant, les 10% d'émetteurs les plus riches sont responsables d'environ 50% de toutes les émissions, tandis que les 50% d'émetteurs les plus pauvres produisent 12% du total.

Mais il ne s'agit pas seulement d'un problème de pays riches contre

pays pauvres, car il y a des émetteurs importants dans les pays à revenu faible et moyen, et des émetteurs faibles dans les pays riches. Ainsi, par exemple, en Europe, les 50% les plus pauvres de la population émettent environ cinq tonnes par personne et par an; en Asie de l'Est, les 50% équivalents émettent environ trois tonnes, et en Amérique du Nord, environ 10 tonnes. Cela contraste fortement avec les émissions des 10% les plus riches de ces régions (29 tonnes en Europe, 39 en Asie de l'Est et 73 en Amérique du Nord).

Le rapport révèle également que la moitié la plus pauvre de la population des pays riches a déjà atteint ou est sur le point d'atteindre les objectifs climatiques de 2030 sur une base par habitant. Ce n'est pas le cas pour la moitié la plus riche. Les grandes inégalités en matière d'émissions suggèrent que les politiques climatiques devraient cibler davantage les pollueurs riches. Jusqu'à présent, les politiques climatiques, telles que les taxes sur le carbone, ont souvent eu un impact disproportionné sur les groupes à revenus faibles et moyens, sans modifier les habitudes de consommation des groupes plus puissants, souligne le rapport.

A un autre niveau, dans un monde qui reconnaît et affirme l'égalité des sexes, les femmes devraient gagner 50% de tous les revenus du travail. Mais la réalité est différente: la part des femmes dans le revenu total du travail était proche de 30% en 1990 et se situe aujourd'hui à moins de 35%.

Redistribuer les richesses

Chancel, Piketty, Saez, Zucman et la centaine d'experts qui ont mené des recherches au cours des quatre dernières années ne se privent pas de

suggérer des propositions viables. Par exemple, ils préconisent une taxe sur la richesse des milliardaires mondiaux. D'après leurs calculs, un impôt progressif modeste sur ce grand volume de concentration de richesses pourrait générer des revenus importants pour les gouvernements, ce qui faciliterait des investissements substantiels et équitables dans l'éducation, la santé et la protection du climat.

En 2021, notent-ils, le monde comptait 62 millions de personnes possédant plus d'un million de dollars, ou son équivalent. Leur richesse moyenne était de 2,8 millions de dollars, ce qui représente un total de 174'000 milliards de dollars.

Il n'est pas possible de relever les défis du XXI^e siècle sans une redistribution des revenus et des richesses qui permette de réduire progressivement les inégalités actuelles. L'émergence des Etats-providence modernes au XX^e siècle, associée à des progrès significatifs dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'égalité des chances pour tous, est liée à l'augmentation des taux d'imposition progressifs et abrupts. Selon le rapport, c'est précisément ce progrès qui a contribué fondamentalement à l'acceptation finale d'une politique d'expansion fiscale ainsi que de socialisation de la richesse.

Evasion fiscale

Le rapport souligne qu'une évolution similaire sera nécessaire pour relever les défis du XXI^e siècle. L'évolution de la fiscalité internationale au XX^e siècle montre qu'il est effectivement possible d'évoluer vers des politiques économiques plus équitables, tant au niveau mondial que national. L'inégalité est toujours un choix politique, et il est essentiel de tirer les enseignements des politiques mises en œuvre dans d'autres pays ou à d'autres époques pour concevoir des voies de développement plus équitables.

En ce qui concerne l'évasion fiscale, le rapport préconise la création d'un registre financier international sous l'égide de l'Organisation de coopération et de développement économiques ou des Nations Unies, qui «permettrait aux autorités fiscales et réglementaires de vérifier si les contribuables déclarent correctement leurs avoirs et leurs revenus du capital, indépendamment de ce que les institutions financières offshore souhaitent divulguer».

Comme dans le cas de la crise climatique, le diagnostic est sans appel dans le domaine des inégalités mondiales. La maladie structurelle a été clairement identifiée. Une partie de la société civile internationale, comme les auteurs du rapport, choisit de proposer des solutions viables. Les conditions d'une thérapie efficace sont pratiquement réunies. Tout ce qui manque, c'est la volonté politique de renverser le monde que nous ne voulons pas. ■

Sergio Ferrari

Adapté par la rédaction

¹ Analyse économique des grandes structures et des faits économiques globaux, ndlr
² <https://wir2022.wid.world/>

Julian Assange, bouc émissaire des Etats-Unis

PROCÈS • Les défenseurs de la liberté, réunis autour de Joe Biden pour un Sommet pour la démocratie, poursuivent Julian Assange pour «crime» de journalisme.

Les USA de Joe Biden avaient réuni un «Sommet pour la démocratie» les 9 et 10 décembre. Celui-ci était censé réunir les pays démocratiques de la planète, pour défendre les valeurs de la démocratie, partout menacées, contre leur principal ennemi, les régimes autoritaires. Plus que les discours creux d'un sommet qui a tourné à vide, c'est la liste des pays invités qui a suscité l'intérêt. Non seulement les USA se considèrent en droit de définir quel pays est démocratique et lequel ne l'est pas, mais cette définition recoupe en pratique... le fait d'être allié des USA. Certes, l'administration Biden n'a pas osé inviter des despotismes déclarés, comme les monarchies du Golfe, mais il n'a pas été question non plus de ces régimes, qui propagent pourtant une idéologie obscurantiste hostile à toute démocratie.

Les grandes menaces désignées étaient la Chine et la Russie, qui se trouvent être des rivaux stratégiques des USA. Parmi les pays invités, par contre, se trouvaient les «démocraties» exemplaires que sont le Brésil de Jair Bolsonaro, les Philippines de Rodrigo Duterte, la Colombie d'Ivan Duque. La Bolivie n'est apparemment pas considérée comme une démocratie, mais, si la dictatrice fasciste Jeanine Añez avait conservé le pouvoir, ça aurait sans doute été différent... Et, provocation caractérisée, Taiwan figurait dans la liste, alors que cette île, que la Chine considère comme une province séparatiste, n'est officiellement reconnue, ni par l'ONU, ni par... les USA. Le ministre chinois des affaires étrangères n'a



La Haute-Cour de Londres vient d'annuler en appel le refus d'extrader Julian Assange vers les Etats-Unis.

Pamela Drew

pas eu tort de dénoncer une démarche digne d'une nouvelle Guerre froide, et de qualifier la démocratie américaine d'arme de destruction massive utilisée par les Etats-Unis pour s'ingérer dans les autres pays»

«Crime» d'information

Mais, pendant que les chefs d'Etat «démocrates» rivalisaient de beaux discours, le 10 décembre, la Cour

d'appel de la Haute Cour de justice d'Angleterre et du Pays de Galles a autorisé l'extradition de Julian Assange vers les USA. Journaliste, Julian Assange est surtout connu comme fondateur de WikiLeaks, organisation non-gouvernementale qui a publié des documents transmis par des lanceurs d'alerte, faisant état d'abus et de violation de droits humains de la part de différents Etats. Son seul «crime» est d'avoir rendu

publics des documents classifiés émanant des USA, qui ont permis de documenter les crimes de guerres et les actes de torture de l'empire qui tyrannise aujourd'hui la planète. Aucun de ces criminels de guerre n'a été poursuivi, évidemment.

Acharnement judiciaire

En représailles, les USA se sont livrés à un véritable acharnement judiciaire, l'accusant d'«espionnage» et

exigeant son extradition, alors qu'on ne voit pas très bien en quoi ce citoyen australien devrait rendre des comptes à la justice étatsunienne. Est-ce que toute la planète serait devenu un territoire asservi de l'empire? De 2012 à 2019, Julian Assange dut vivre réfugié à l'ambassade de l'Equateur à Londres. Mais l'ancien président équatorien Lenin Moreno, qui porte si mal son prénom et qui trahit l'héritage de son prédécesseur, Rafael Correa, l'a livré à la «justice» britannique. Depuis, Julian Assange est détenu dans une prison de haute sécurité, à l'isolement total, dans des conditions proches de la torture psychologique, et qui ont gravement affecté sa santé. Les USA ont multiplié des recours malhonnêtes et des arguties abracadabrantesques pour obtenir son extradition. Le Royaume-Uni vient de céder à la volonté de l'Empire, et d'accepter de lui livrer un homme dont le seul «crime» fut d'avoir été journaliste et d'avoir révélé la vérité.

La démocratie «ne connaît pas de frontière. Elle parle toutes les langues. Elle vit chez les militants anti-corruption, chez les défenseurs des droits humains, chez les journalistes», a pourtant dit Joe Biden à son sommet. Les journalistes qui travaillent pour les intérêts étatsuniens uniquement, était-il visiblement sous-entendu. Plus que les discours creux, ce sont les actes qui disent le mieux la contribution réelle des USA et du Royaume-Uni à la cause de la démocratie, de la liberté de la presse et des droits humains. ■

Alexander Eniline

L'extrême droite au plus haut: comment en est-on arrivé là?

FRANCE • Depuis la fin des années 1970, plusieurs étapes ont permis la diffusion et la banalisation des idées ultranationalistes et xénophobes, qui se sont accélérées ces dernières années, jusqu'au climat actuel nauséabond.

L'alerte devrait être maximale. L'extrême droite est aux portes du pouvoir. Elle devrait peser, selon les sondages, plus de 30% au premier tour de la prochaine présidentielle. Deux de ses représentants sont au seuil du second. Et en embuscade, la droite dite «républicaine» a choisi comme candidate Valérie Pécresse, à l'issue d'une primaire marquée par les surenchères de propositions plus dures les unes que les autres sur l'immigration, la sécurité ou l'islam.

Comment a-t-on pu en arriver là? La montée progressive de l'extrême droite contemporaine, selon de nombreux spécialistes, débute à la fin des années 1970. Ce courant politique commence à peine à se reconstruire, et Jean-Marie Le Pen ne parvient alors à accéder ni aux plateaux de télévision, ni aux élections présidentielles. Mais, dans le même temps, des théoriciens de la «nouvelle droite», et des intellectuels comme Alain Finkielkraut commencent à diffuser l'idée d'une prétendue perte de l'identité culturelle française et du supposé danger du multiculturalisme sur la civilisation.

Une politique du bouc émissaire

«Cette période constitue un tournant majeur dans l'histoire politique de l'extrême droite, avec des thématiques qui commencent à se banaliser. On observe d'ailleurs que le FN n'avait pas ce thème de l'immigration en 1972 à sa création, c'est intervenu pendant cette période, détaille Ludivine Bantigny, historienne et universitaire. C'est à ce moment-là que s'impose le capitalisme néolibéral, avec une phase de violence sociale qui s'accompagne d'une politique du bouc émis-

saire.» Avec la crise de l'emploi des années 1980, va apparaître la stigmatisation de l'étranger qui volerait le travail des Français. Jacques Chirac, avec «le bruit et les odeurs» et d'autres personnalités de droite y participeront activement, et Jean-Marie Le Pen finira par en récolter les fruits.

Du milieu des années 1980 et ses premières participations télévisuelles - avec le coup de pouce de François Mitterrand -, jusqu'à la présidentielle de 2002, Jean-Marie Le Pen est parvenu à diffuser massivement ses idées xénophobes, identitaires et négationnistes. Des propos qui, à l'époque, scandalisaient régulièrement l'opinion. «On ne peut pas négliger l'impact de Jean-Marie Le Pen sur le climat actuel, analyse Thomas Portes, fondateur de l'Observatoire national de l'extrême droite. Il a semé un certain nombre de graines qui ont parfois mis du temps à pousser, mais le terreau qu'il a construit est aujourd'hui fertile.»

La droite coupe le cordon sanitaire

En 1989, l'affaire de Creil, où des collégiennes refusent d'enlever leur voile, jouera aussi de manière indirecte un rôle de catalyseur de certaines idées d'extrême droite, selon plusieurs chercheurs. La gauche commence alors à se déchirer sur la laïcité, certains s'en tenant à l'esprit de la loi de 1905, d'une neutralité religieuse qui ne s'impose qu'à l'Etat et à ses représentants, tandis que d'autres prônent une vision beaucoup plus intransigente. «Cette affaire a contribué à politiser les sujets autour de l'islam. Avec ce tournant de Creil, une partie de la gauche, qui se retrouve aujourd'hui dans le Printemps républicain, a pu contribuer à l'augmentation

d'un racisme anti-musulman», sanctionne même Ludivine Bantigny.

«La gauche n'est bien sûr pas la principale responsable de la montée de l'extrême droite, mais il est important de reconnaître son rôle», ajoute Thomas Portes. Celui-ci évoque ainsi le mandat de François Hollande, qui a pu contribuer à la banalisation de certaines idées d'extrême droite, notamment avec la «déchéance de nationalité», mais a surtout affaibli durablement la gauche, qui devrait en être le meilleur rempart. Mais c'est bien la droite qui a coupé le cordon sanitaire qui séparerait son extrême du reste de la politique française. D'abord avec Nicolas Sarkozy, qui a commencé à abattre les digues, aujourd'hui quasiment disparues avec la nomination de Valérie Pécresse à l'issue d'un congrès aux débats nauséabonds.

Complicité médiatique

Cette primaire LR symbolise la course à l'extrême droite, qui s'est considérablement accélérée en quelques années, depuis la mise en place du mythe de la dédramatisation du FN par Marine Le Pen. «Une stratégie relativement bien acceptée par la plupart des médias», ajoute la sociologue des idées Frédérique Matonti. Sous l'impulsion de CNews, qui lui déroule clairement le tapis rouge, plusieurs médias ont contribué à normaliser l'extrême droite, par une série de renoncements à combattre ses idées et ses propos. La course au buzz et au clic favorise également la diffusion de ces outrances et l'émergence de personnalités comme Eric Zemmour.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron lui-même a parfois repris sa rhétorique, dans ses

discours autour du séparatisme islamique et ses critiques en islamogauchisme, notamment au lendemain de l'assassinat de Samuel Paty. Le «pas d'amalgame», de vigueur après les attentats de 2015, a alors volé en éclats, jouant le jeu de l'extrême droite qui cherche à prospérer sur ces drames, comme elle le fait avec la crise migratoire, dans le sillage des populistes européens qui sont parvenus jusqu'au pouvoir. La droite, comme son extrême, nie de plus en plus l'humanité des réfugiés.

Depuis 2017, la Macronie met pourtant en scène son duel avec le RN, institué comme premier opposant. Stratégiquement ou non, elle a contribué à renforcer l'extrême droite. En allant sur son terrain, en taxant Marine Le Pen de «mollesse» (Gérald Darmanin, en février 2021) et en menant une politique verticale, socialement brutale et répressive, «banalisant ainsi l'autoritarisme qui est le propre de l'extrême droite», selon Ludivine Bantigny.

Un jeu dangereux, alors que les violences de l'ultradroite se multiplient et que les crises économique et sociale actuelles sont des terrains propices à l'avènement du fascisme. «Les préoccupations de la plupart des Français ne sont pas l'immigration ou l'islam, mais davantage le pouvoir d'achat, la justice sociale et l'environnement», assure Thomas Portes. En renversant l'agenda médiatique et en proposant des alternatives crédibles et émancipatrices, la menace extrémiste peut être écartée. Le chantier est immense, l'accélération des travaux urgente. ■

Florent Le Du

Publié dans L'Humanité, adapté par la rédaction

Franz Kafka, dessinateur

PUBLICATION • Le célèbre écrivain austro-hongrois était également dessinateur à ses heures perdues. Le livre d'art qui le révèle constitue un événement éditorial mondial.

Savait-on que l'écrivain juif pragois, génial auteur de *La Métamorphose*, du *Procès* et du *Château*, était aussi féru d'art visuel? La destinée de son œuvre graphique constitue d'ailleurs une véritable saga, que nous résumerons à l'extrême. Avant sa mort, il avait demandé à son ami et futur biographe Max Brod de détruire tous ses manuscrits et dessins. Celui-ci, avec raison, ne respecta pas ses dernières volontés. Puis il légua la succession de Kafka à son ancienne secrétaire, Ilse Ester Hoffe. Jusqu'à la mort de celle-ci, les dessins de l'écrivain restèrent sous scellés, à Jérusalem puis à Zurich. Il s'ensuivit un retentissant procès sur les droits de propriété intellectuelle, opposant les héritières d'Ilse à l'Etat d'Israël. Finalement, la succession de Kafka, suite à une décision de la Cour suprême de ce pays en 2016, revint à la Bibliothèque nationale de Jérusalem. L'ouvrage qui vient de paraître, et dont l'édition originale a paru en allemand, comprend une riche illustration, accompagnée de textes érudits. Il fait connaître l'ensemble de la production graphique de l'écrivain.

Passion pour les arts visuels

Longtemps, on a colporté la légende selon laquelle Franz Kafka, du fait de ses origines juives, rejetait l'image, condamnée par le deuxième des dix commandements (Ex. 20: 16). En fait, il s'est toujours passionné pour les arts visuels. Après s'être intéressé à l'art Biedermeier néo-romantique allemand, il s'en est détourné pour aller vers le japonisme et l'art des jeunes artistes contemporains, qui se référaient à l'impressionnisme, au cubisme et à l'expressionnisme. Ces différents mouvements vont influencer ses propres dessins.

Kafka lui-même estimait être, dans sa jeunesse, «un grand dessinateur». Dans une lettre, il écrit: «A l'époque, il y a de cela des années, ces

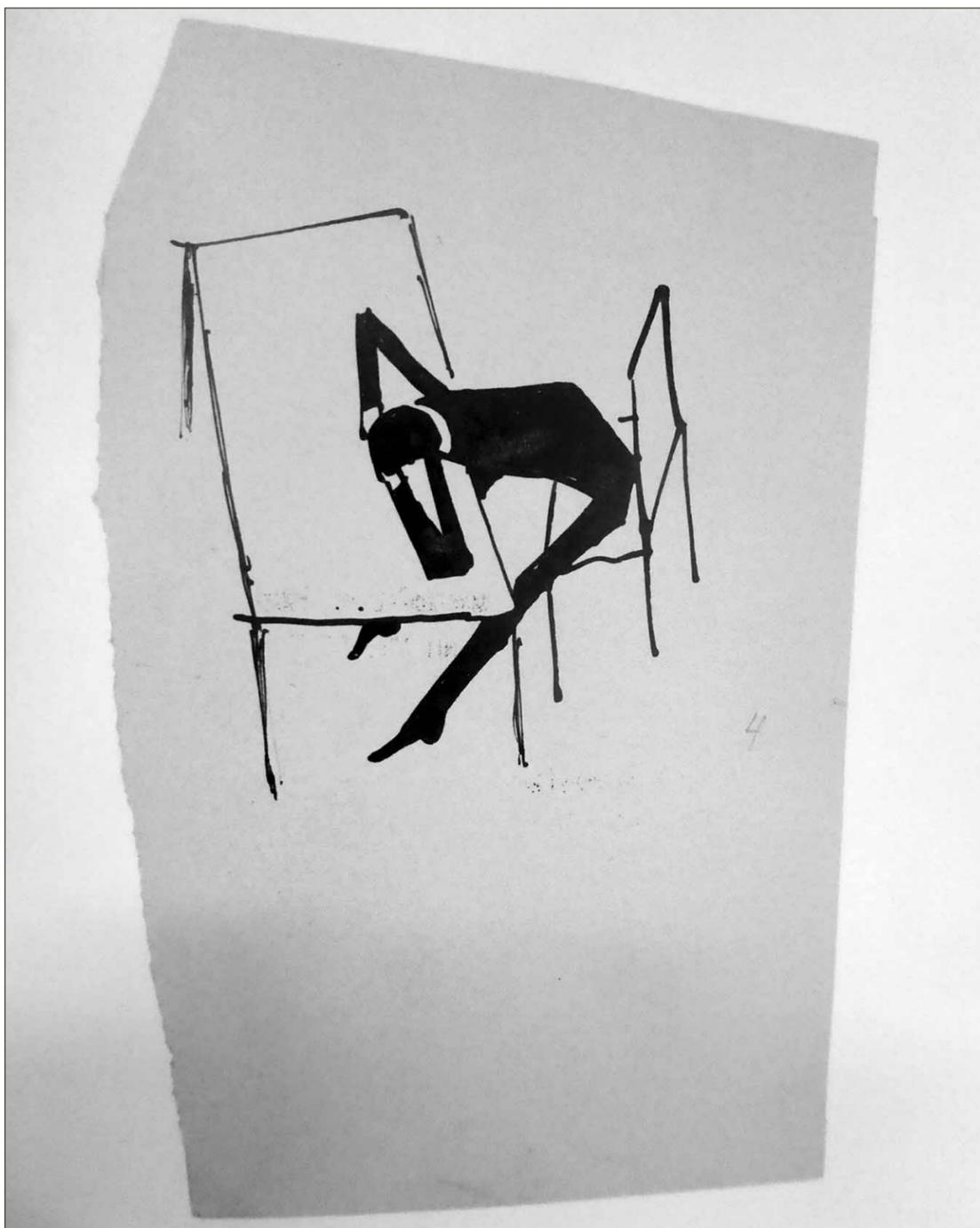
dessins m'ont donné plus de contentement que n'importe quoi». L'essentiel de sa production date en effet de 1901-1907, les années où il rédige ses premiers textes. Ses dessins ne seront jamais des illustrations de ses écrits. Il dissociait complètement les deux domaines. Cependant, à l'instar de ses nouvelles et romans, ceux-ci relèvent à la fois du réalisme et du fantastique. On peut les rapprocher de l'expressionnisme. Ils sont minimalistes, composés de quelques lignes au crayon ou à l'encre. Ce qu'il représente, ce sont essentiellement des figures humaines. Mais «les corps dessinés de Kafka s'émancipent totalement de la gravité: nul sol n'est tracé, ils apparaissent suspendus, diminués ou fantastiquement étirés et contorsionnés», comme l'écrit l'un des commentateurs de son œuvre. Le corps perd sa forme, son volume et son poids. Les visages paraissent souvent grotesques, caricaturaux. L'un des dessins les plus étonnants représente une forme humaine écartelée: c'est une scène de torture, que l'on peut rapprocher de sa nouvelle *Dans la colonie pénitentiaire*. Il y a aussi des personnages hybrides, mi-hommes mi-animaux. Kafka privilégie le mouvement, par exemple celui des escrimeurs ou des cavaliers. Il dessine sur ses carnets, des feuilles volantes, des journaux, des enveloppes, des lettres...

Un monde «kafkaïen»

Même si le génie de Kafka apparaît surtout dans son œuvre écrite, ses dessins – malgré sa volonté de séparer complètement les deux domaines – sont fort intéressants, dans la mesure où l'on y retrouve le monde absurde, inquiétant, fantastique, en un mot «kafkaïen», qui est celui de ses nouvelles et romans. ■

Pierre Jeanneret

Kafka. *Les dessins*, Les Cahiers dessinés, Paris, 2021, 367 p. L'illustration qui accompagne l'article est tirée de ce livre.



Avant de devenir le grand écrivain de l'absurde, Kafka dessinait comme le montre une collection redécouverte de ses œuvres.

DR

Les Lumières pour éclairer l'action publique

PRESSE • «L'Inspiration politique», revue de réflexion et relais des actions innovantes dans les territoires, est née il y a quelques mois en France. Son directeur, Frédéric Durand, y voit un outil pour «réhabiliter l'action politique».

Sans jeu de mots, la politique a très mauvaise presse. «On n'en parle que pour en dire du mal», explique Frédéric Durand. Passé par *L'Humanité*, puis *la Marseillaise*, le journaliste a toujours eu une appétence pour la matière politique. Plusieurs fois candidat lui-même, fatigué d'observer la défiance du grand public envers ses représentants et, parfois, sa démocratie, lui est alors venue cette idée d'une revue trimestrielle, dédiée à l'innovation politique. «Il y a énormément d'hommes et de femmes, d'élus et de collaborateurs qui réfléchissent, qui innove, qui travaillent, et c'est très peu valorisé!»

Promouvoir des actions inédites

«Il y a des masses d'actions innovantes dans les territoires», explique Frédéric Durand. L'idée n'est pas de les recenser intégralement, mais d'essayer de créer «un cercle vertueux des bonnes pratiques politique: «Qu'une ville qui veut mettre en place telle initiative converse avec celle à l'autre bout de la France qui l'a déjà fait... Notre vocation, c'est d'amorcer un dialogue, de favoriser le partage d'expériences.» En ce sens, *L'Inspiration politique* est elle-même innovante.

Certes, il existe déjà «des revues qui parlent de territoires, des revues qui parlent de politique, avec des publics très ciblés oui, mais aucune dédiée à l'innovation», fait valoir son directeur.

Parfois, il s'agit seulement de remettre d'anciennes idées au goût du jour, parfois de promouvoir des actions inédites. «Dans ce premier numéro, on parle de Montreuil, qui a créé une mutuelle communale pour que les habitants qui n'en avaient pas puissent se soigner correctement, de Nantes, qui plante des microforêts, sur le modèle japonais, aux avantages multiples (îlot de fraîcheur, purification de l'air, atténuation du bruit, stockage du CO₂, régénération des sols, infiltration des eaux et abri pour la biodiversité), lit-on dans la revue), de Rennes, qui a créé le Bureau des temps, qui prend en compte les temps de vie pour organiser la fluidité des transports...»

Retrouver les racines républicaines

Si la revue se place sous le parrainage des Lumières, c'est pour mieux s'inscrire dans un cadre républicain large. Retrouver les racines républicaines, c'est «réhabiliter l'action politique», promet Frédéric Durand... et vice

versa. «Notre mission est de montrer que le tous pourris en politique est mortifère: 95% des élus ont une action positive dans leur ville, leur canton, leur région... Ils ne sont pas le problème, mais font partie de la solution.»

Mais peut-on labourer le champ républicain sans tomber dans les ornières? «On a eu la droite avec Sarkozy, la gauche avec Hollande, la droite et la gauche prétendent mélangées avec Macron et les problèmes des Français sont toujours les mêmes», commence le journaliste. Résultat: les électeurs ne vont plus voter, ou ils se disent «on va essayer le Rassemblement national». «Je ne leur jette pas la pierre, continue Frédéric Durand. Mais j'aimerais essayer de comprendre leurs motivations, en gardant en tête cette citation de Benjamin Franklin: "Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux."» ■

Grégory Marin

Paru dans *L'Humanité*

L'Inspiration politique, revue trimestrielle, 130 pages, est adossée à un site Internet sur lequel les collectivités peuvent faire connaître leurs actions innovantes

Un film en préparation sur la Zad du Mormont

«Nous sommes en train de réaliser un film sur la première ZAD de Suisse. L'idée est d'emmener le spectateur.trice au sein de celle-ci et de découvrir une zone à défendre de l'intérieur et de plonger au cœur de leur organisation et de leur combat; un angle nouveau puisque jusqu'ici, ce sont les médias qui ont porté la ZAD du Mormont. Nous pensons réellement que cette thématique peut résonner auprès d'un public sensible à l'avenir de notre planète/de notre société. L'urgence climatique qu'ils défendent et la communauté utopique mise sur pied viennent proposer de nouvelles alternatives pour se faire entendre et pour s'organiser en tant que communauté», assure la plateforme ClapClap. Créée en été 2021, elle a pour objectif de soutenir des films de cinéma, de télévision ou les nouveaux médias de Suisse romande. Pour réaliser son projet, elle vient de lancer un projet de financement participatif et ambitieux de recueillir 50'000 francs dans les deux mois qui viennent. Des parts de 5 à 1500 francs sont en jeu. En payant 40 francs, il sera possible pour le souscripteur.euse de participer à une avant-première du film avec projection, apéritif et table ronde. «Ce projet artistique réaliste, turbulent, nous ouvre les portes d'une zone normalement inaccessible au grand public», garantit l'association. ■

JDr

Infos complémentaires sur: www.clap-clap.ch/product/sales-gosses

Voix magnétiques à la fin d'un monde

CINÉMA • D'une radio pirate bretonne aux nuits punk berlinoises, «Les Magnétiques» est un récit d'apprentissage sur fond de génération désillusionnée et à l'orée des années 80. Avant le tournant rigoriste du socialisme et les années sida.

Une jeunesse qui embrasse ses nuits à 120 battements par minute subodorant toutefois vivre une ère libertaire éphémère que mettra sous le boisseau la normalisation de la gauche française dès 1983. Ceci avec le tournant de la rigueur et les privatisations dictées par l'ultralibéralisme. Le premier long-métrage de Vincent Maël Cardona, *Les Magnétiques*, mixe les genres avec aisance et inventivité. Sans coup férir, l'œil glisse de la chronique sociale à la comédie, du drame au récit romantique.

Mai 81

A l'orée du film, on découvre une forme de reportage vidéo caméra à l'épaule post Nouvelle Vague alternant le flou et le net. Pour retenir l'explosion de joie suscitée dans un troquet par la victoire de François Mitterrand, le 10 mai 1981. L'effervescence réformatrice de l'Union de la gauche – retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, relèvement du SMIC et des allocations familiales, nationalisations à 100%... – soulèvera de bien trop grandes attentes dans l'électorat socialiste n'ayant connu que l'opposition depuis 23 ans.

En voix off, le protagoniste principal, qui a voté Giscard, confie son désintérêt pour une élection présidentielle, dont celle de 2022 ne fait plus du tout rêver. Et creusera un abstentionnisme abyssal notamment chez les jeunes générations impactées par la crise multiforme et ses vies en sursis semblant déjà condamnées. Vivant et travaillant avec un père garagiste, voici Philippe – Thimotée Robert charismatique de douceur mutique et Jérôme – Joseph Olivennes en ivresse théâtrale de soi avant la fin.

Marivaudage et ennui

L'action se partage, un temps, entre l'introverti sourcier sonore et technicien radio et l'agit auto-destructeur au cœur d'un bled paumé. L'ainé, Jérôme, a une relation avec Marianne. Celle-ci est incarnée par une Marie Colomb excellente dans le rôle par trop classique de l'éveilleuse de ce récit d'apprentissage et pour laquelle Philippe cultive un secret désir. L'ambiance est à une forte complaisance. Et la manière de se déclarer tout en ne le faisant pas ouvertement du jeune homme est d'une pudeur universelle.

«Too Old to Live, Too Young to Die!», chantait alors le refrain subversif et insurrectionnel du punk hardcore que sembla suivre à la lettre le leader de Joy Division, Ian Curtis, suicidé à 23 ans. Cela dans le sillage d'un traitement pour son épilepsie par le phénobarbital pouvant provoquer des dépressions et à l'origine de son acte létal selon l'épouse du chanteur. A la fois



Joseph Olivennes dans le rôle de Jérôme, un animateur radio sombre et désabusé annonçant un enregistrement pirate du dernier concert de Ian Curtis, chanteur de Joy Division.

Celine Nieszawer

vitaliste et nihiliste, ainsi apparaît Jérôme dans son hommage au chanteur de Manchester disparu réalisé au micro de la radio pirate réunissant les deux frères, Philippe et Jérôme.

«A l'aube d'une décennie qui doit tout changer et qui changera que dalle», lâche-t-il, dans le même phrasé que Ian Curtis. Un chanteur à la voix fantomatique, basse, filtrée, comme sortie d'une grotte ou d'on ne sait quelle psyché tourmentée. Lyrique, introvertie, sombre et douloureuse, la musique de Joy Division implosait à l'époque et baigne de sa déprime une partie du film.

Bande son et littérature

Au temps du service militaire obligatoire, Philippe est envoyé à Berlin sous guerre froide et zone d'occupation. On est dans le monde d'avant le sida et au cœur d'une fougue de vivre se déchaînant sur les dancefloors et studios radio. Quarante plus tard, sous joug pandémique, cette aspiration à s'émanciper par la musique de 1978 à 1983 mar-

quée par une «explosion des expressions artistiques, singulièrement musicales (Marquis de Sade, The Sonics, Iggy and the Stooges...), fanzines, groupes rock et radio libres», dixit le réalisateur, peut paraître un brin brouillonne, utopiste et naïve.

Montage live

Qu'importe. *Les Magnétiques* raconte avec bonheur et énergie, à travers la figure d'un héros sensible, l'éclectisme musical des milieux interlopes et une Europe encore écartelée entre le consumérisme capitaliste et le bloc communiste. La profondeur littéraire se devine dans cet extrait des *Lettres à un jeune poète* de Rilke publiées en 1929 cité par le seul vrai ami de l'anti-héros, Edgar, doutant de la possibilité d'aimer vraiment à vingt ans : «Tout apprentissage est un temps de clôture. Ainsi pour celui qui aime, l'amour n'est longtemps, et jusqu'au large de la vie, que solitude, solitude toujours plus intense et plus profonde.»

Vincent Maël Cardonna est parfois court en

bouche dans sa texture atmosphérique d'une époque transpirant l'ennui, l'excitation de vingtaines et les premières expériences sous psychotropes. En témoigne l'épisode dans une Eglise de Berlin-Est, filmé de dos et face caméra subjective. La cité réputée pour ses raves sauvages d'avant la chute du Mur, semble alors être réduite à une vignette sensorielle et anecdotique.

En revanche, la caméra voltige au fil d'un montage virtuose, lorsqu'il s'agit de chorégrapheur Philippe dans une mise en ondes remixée à partir de sources variées (disque, bande revox, *field recording*, message audio sur cassette de l'aimée lointaine, micros pendulant sur une enceinte), le tout saupoudré de réverbérations foisonnantes. Là est la vraie dimension de cuisine sonore digne autant d'une séquence du film d'animation *Ratatouille* que de Throbbing Gristle, précurseur londonien de la musique industrielle, expérimentale, bruitiste et électronique. ■

Bertrand Tappolet

PUBLICITÉ

JEAN DUBUFFET

En collaboration avec le Centre Pompidou



Jean Dubuffet, 1912-1985. Peinture sur toile, 1972. 100 x 100 cm. © Centre Pompidou, MAM CO / Service de la documentation photographique de MAM CO, 1975-2017. © 2017, Artforum, Zurich.

Fondation Pierre Gianadda

Martigny

3 décembre 2021 – 12 juin 2022
Tous les jours de 10 h à 18 h

Suisse

La plume du Che séduit encore

LIVRE • Que d'encre a coulé sur le Che: de ses road-movies à travers l'Amérique latine à son exécution en Bolivie, en passant par sa vie de guérillero dans la Sierra Maestra... Place aujourd'hui à ses écrits épistolaires, encore méconnus.

Ernesto Guevara de la Serna a passionné et passionné encore. Il dérange aussi. Mais qui était-il vraiment? Des biographes sérieux ont retracé le parcours atypique du commandant au béret étoilé; d'autres se sont essayés à dépeindre un vil personnage, dépourvu d'humanité.

Pour mieux connaître l'homme, ses réflexions, l'évolution de sa pensée, les éditions Au diable vauvert viennent combler un manque en offrant une sélection de lettres du Che, compilées par le Centre d'études Che Guevara et les éditions Ocean-Press et Ocean Sur, qui n'avaient pas encore été publiées en France. On y trouve ses correspondances personnelles et politiques rédigées entre 1947 et 1967.

Le Che était un passionné de l'écriture, comme en attestent les nombreux ouvrages qu'il a rédigés. Il y a

bien sûr ses déchirantes lettres d'adieu à ses enfants, à ses parents, à Fidel Castro, lorsque l'Argentin nationalisé cubain décide de poursuivre la révolution en Bolivie. On peut y lire ses premiers écrits, l'époque où l'étudiant voyage à travers le continent. Ses pérégrinations au contact des dures réalités de la région forgeront pour une part son engagement politique. Le lecteur pourra également découvrir des inédits, comme cette lettre écrite le 26 mars 1965 à Fidel Castro. Dans cette missive, on prend la mesure de la finesse des analyses du Che. Il y dresse un bilan critique des transformations de la Grande Ile, six ans après l'avènement de la révolution; il y pointe les erreurs en matière économique, souligne le rôle que doit jouer le parti... Ses lettres politiques témoignent d'une grande rigueur

intellectuelle et d'un haut niveau d'exigence. Exigence qu'il s'appliquait d'abord à lui-même. L'éthique transpire; pour lui, elle est intrinsèquement liée à la politique.

Des lettres révèlent des traits de son caractère comme le sens de l'humour. Mais également la tendresse qui a aussi guidé ses combats: la révolution sans amour était impossible, selon Guevara. «Les lettres manuscrites sont un art perdu», estime sa fille Aleida Guevara, qui préface l'ouvrage. Celles du Che parle de lui: l'homme, le père, le révolutionnaire. En toute sincérité, simplicité. ■

Cathy Dos Santos

Paru dans *L'Humanité*

Ernesto Che Guevara, *Je t'embrasse avec toute ma ferveur révolutionnaire...* Lettres 1947-1967, préface d'Aleida Guevara, éditions Au diable vauvert, 464 pages